



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réparation automobile

Question écrite n° 23616

Texte de la question

Mme Arlette Grosskost attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur les interrogations de la fédération des syndicats de la distribution automobile (FEDA) concernant les pièces de rechange pour l'automobile. Cette organisation professionnelle de la rechange automobile indépendante représente 45 000 entreprises, employant 180 000 personnes sur tout le territoire national, avec une part de marché de l'ordre de 50 %. Le Parlement européen a adopté le 12 décembre 2007 la proposition de la Commission européenne "eurodesign" ou "clause de réparation" visant à supprimer le monopole des constructeurs sur les pièces détachées visibles destinées à l'entretien et la réparation des véhicules en assortissant la mise en oeuvre de cette mesure d'une période de transition maximum de cinq ans. Le Conseil des ministres européens devra se prononcer prochainement sur cette réforme. Selon la FEDA, une ouverture à la concurrence ferait immédiatement baisser le prix de ces pièces de 20 à 30 % et entraînerait également une baisse corrélative des primes d'assurance d'environ 10 %. En conséquence, elle lui demande quelle est la position du Gouvernement sur ce sujet.

Texte de la réponse

Le 14 septembre 2004 la Commission a adopté une proposition de directive modifiant la directive n° 98/71 CE du 13 octobre 1998 sur la protection juridique des dessins ou modèles. Cette proposition concerne la protection du dessin des pièces de rechange qui servent à rendre l'apparence initiale aux produits complexes, comme les véhicules automobiles ou les téléphones portables. Le Gouvernement n'est pas favorable au projet de la Commission visant à opérer une libéralisation du marché des pièces détachées, pour des raisons tenant principalement à la politique globale de l'Union européenne en matière de protection de droits de propriété intellectuelle et aux conséquences négatives pour la compétitivité de l'Union européenne. La proposition de la Commission européenne n'apparaît en effet pas cohérente avec la politique de l'Union européenne en matière d'innovation et de protection de droits de propriété intellectuelle. Elle constituerait une brèche sans précédent dans la stratégie globale de l'Union européenne et donnerait un signal négatif quant à son attitude face à la propriété intellectuelle en général. La protection conférée par les droits de propriété intellectuelle est, en effet, indivisible. Cette protection s'attache aux créations dans tous les domaines qui supposent des investissements. Elle ne devrait donc pas être refusée aux pièces détachées automobiles qui sont le produit de la création et de l'investissement. Concernant plus particulièrement le secteur de l'automobile, une libéralisation totale du marché secondaire des pièces de rechange affecterait les constructeurs, qui ne pourraient pas rentabiliser leurs investissements. Les formes des véhicules, de plus en plus élaborées, nécessitent en effet pour les constructeurs des travaux de recherche et de développement en forte croissance, notamment pour l'introduction de nouveaux matériaux. La suppression de la protection encourt, en outre, le risque de voir apparaître sur le marché des pièces de moindre qualité et présentant un danger accru en cas d'accident. Une pièce de carrosserie n'est pas seulement une forme, c'est aussi un matériau, des normes techniques qui en font un élément de la sécurité de l'utilisateur et des tiers automobilistes et piétons. Autoriser la reproduction de la forme alors que les contrôles sur la sécurité ne peuvent être exercés avant la mise sur le marché des pièces

représente un réel danger. Afin de répondre aux normes de sécurité, les pièces détachées doivent s'inscrire dans une structure globale, avoir subi des tests de validation sur des véhicules complets. Toutefois, les autorités françaises resteront attentives aux propositions de compromis qui pourraient être présentées dans les discussions en cours au Conseil.

Données clés

Auteur : [Mme Arlette Grosskost](#)

Circonscription : Haut-Rhin (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 23616

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2008, page 4303

Réponse publiée le : 24 juin 2008, page 5374